

Contre l'islamisation de l'Europe ?...

Le Monde des religions

Céline Chadelat — publié le 18/12/2010

Tabou. "L'islamisation" serait le dernier interdit dans la bouche de Marianne. «*Libérer la parole de la République !*», tel est donc le refrain des organisateurs des "Assises contre l'islamisation de l'Europe", qui se sont tenues le samedi 20 décembre à Paris. Autorisé in extremis par le préfet de police de Paris, ce colloque avait d'abord été interdit par Bertrand Delanoë.

"*L'islam nous a déclaré la guerre*", il faut à tout prix "*préserver notre identité et notre civilisation*", estiment les membres du *Bloc identitaire*, l'un des 32 mouvements organisateurs des "Assises contre l'islamisation de l'Europe". Prolifération du voile intégral, de la burqa et du niqab, multiplication des lieux de prières illégales dans les rues, commercialisation exclusive des repas

hallal, l'islamisation grimpante serait désormais une menace.

"La France est en train de s'islamiser, de s'hallaliser, c'est déjà la charia !" réplique *Riposte Laïque*, association républicaine. Des voix d'habitude dissonantes. Si cette association de gauche côtoie les rangs du *Bloc identitaire*, mouvement de droite



© ruminatrix / flickr

populaire, la défense de la laïcité semble ne pas souffrir de ces extrêmes. Pierre Cassens, l'un des principaux animateurs de *Riposte Laïque*, allait

même jusqu'à nous confier sa satisfaction d'avoir été repris par Marine Le Pen ; elle qui comparait, il y a quelques jours, "*les prières de rue*" des musulmans à l'Occupation de la France durant la Seconde guerre mondiale.

«Si seule la candidate en lice du Front National dit tout haut ce que nombres pensent tout bas, mieux vaut l'entendre, plutôt que de se laisser ber-

cer par le silence de la gauche. Elle au moins a donné un coup de pied dans la fourmilière». Un mélange des genres politiques que Franck Frégosi, directeur de recherche au CNRS à l'université de Strasbourg tempère : «cette thématique identitaire dont l'extrême-droite avait la paternité est aujourd'hui plus diffuse. C'est pourquoi les partis politiques se rapprochent le thème d'islamisation, plus nuancé que celui d'islamophobie, en vue de séduire un électorat plus large».

L'existence de couleurs politiques bigarrées au sein même du mouvement de droite du Bloc Identitaire proviendrait donc d'un «*glissement sémantique : ceux qui auparavant militaient contre l'islamisme ne font plus la différence avec l'islam en tant que tel*». La présence à ce rassemblement d'Oskar Freysinger, dirigeant du parti d'extrême droite suisse UDC, connu notamment pour avoir remporté le référendum sur l'interdiction des minarets, n'est donc pas anecdotique. Par-delà cette fusion de mouvements politiques pourtant antagonistes dans une lutte commune contre l'islamisation, la venue de Freysinger illustre la capacité de circulation des discours racistes en Europe.

«**Dans un contexte fragilisé** par l'affaiblissement de la construction économique européenne, effritée par la disparition de l'ennemi communiste soviétique, l'Islam est devenu un

bouc-émissaire commun», analyse Franck Frégosi. Pierre Cassens s'en défend. «*C'est quand même extraordinaire qu'on puisse se rire du catholicisme en France et qu'on ne puisse mot dire sur l'Islam ! On se retrouve dans les années obscures de censure de l'URSS où le moindre mot était apparenté à l'extrême-droite ! Nous, nous sommes pour la laïcité et donc contre tout ce qui la menace*».

Or, selon Denise Helly, chercheuse à l'Institut national de la recherche scientifique du Canada et du Québec, la défense prétendue de cette laïcité se trompe de combat, car la cible d'islamisation est impropre. «*L'islam n'est pas un bloc homogène mais comprend de nombreux courants. Passer sous silence la complexité plurivoque de la réalité plurielle de l'Islam permet de mieux l'attaquer d'un bloc !*» Une charge qui risque de susciter un branle-bas de combat mené par une vingtaine d'associations et de partis politiques de gauche, qui eux aussi appellent à «*se rassembler symboliquement et pacifiquement*» le même jour. L'Union des étudiants juifs de France se dit "indignée" tandis que le Comité contre l'islamophobie en France entend ainsi «*défendre les idéaux de la laïcité*» parce qu'il est «*intolérable que des groupuscules islamophobes trouvent sur notre territoire une tribune pour l'expression de leur haine*».